



Assemblée générale

Distr. générale
15 septembre 1998
Français
Original: anglais/espagnol/
français

Cinquante-troisième session

Point 166 de l'ordre du jour

**Élection des juges du Tribunal international chargé de poursuivre
les personnes présumées responsables de violations graves du droit
international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie
depuis 1991**

Notices biographiques des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Notices biographiques des candidats	3
Bennouna , Mohamed	3
Hunt , David Anthony	6
Lindholm , Per-Johan Viktor	8
Llanos Mansilla , Húgo Aníbal	10
Robinson , Patrick Lipton	14
Valencia Rodriguez , Luis	23
Skupiński , Jan	28
Wadugodapitiya , Waldo Bandara Srinihal	30
Wilkitzki , Peter H.	35

I. Introduction

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale les notices biographiques des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies pour pourvoir les postes de juge de la troisième chambre de première instance du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis le 1er janvier 1991. On trouvera, dans un mémorandum du Secrétaire général (A/53/351), la liste de ces candidats et un exposé des procédures de vote que doit suivre l'Assemblée.

II. Notices biographiques des candidats

Mohamed Bennouna (Maroc)

Né le 29 avril 1943, à Marrakech (Maroc)

Nationalité marocaine

Marié, trois enfants

Professeur d'université

Membre de la Commission du droit international de l'ONU

Formation

Études juridiques à la faculté de droit de l'Université de Nancy (France).

Docteur en droit international à l'Université de Nancy, 1972 (sujet de thèse : Le consentement à l'ingérence militaire dans les conflits internes).

Diplômé de l'Académie de droit international de La Haye. Assistant à la faculté de droit de Nancy, 1967-1972.

Agrégé de droit public et sciences politiques, Paris, décembre 1972.

Carrière professionnelle

Professeur à la faculté de droit de Rabat et de Casablanca à partir de janvier 1973 et à l'École nationale d'administration publique.

Doyen de la faculté de droit de Rabat de 1975 à 1979.

À partir de 1974 : membre de la délégation marocaine à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Fondateur de la *Revue juridique, politique et économique du Maroc*, en 1976.

Membre de la délégation marocaine à la Cour internationale de Justice, saisie d'un avis consultatif sur le Sahara occidental (1975).

Membre, en tant que conseiller juridique, de la délégation marocaine à plusieurs sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Professeur associé à l'Université de Nice de 1980 à 1983. Publication de travaux «Le droit international du développement – Tiers monde et interpellation du droit international».

Chargé, à partir de 1983 jusqu'en 1985, de la mise en place de la Fondation du Roi Abdul-Aziz sur les sciences humaines et islamiques, à Casablanca.

Ambassadeur, Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York de 1985 à 1989.

Professeur à la faculté de droit de Rabat de 1989 à 1991.

Membre fondateur et Vice-Président du Groupe d'études et de recherches sur la Méditerranée.

Directeur général de l'Institut du monde arabe à partir de mai 1991.

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies (Genève) depuis 1986 (élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à trois reprises, la dernière fois en novembre 1996).

Président d'un groupe d'experts de la Commission d'indemnisation des Nations Unies (UNCC) créée par le Conseil de sécurité (1992-1995).

Membre du Comité international de bioéthique (UNESCO).

Membre de nombreuses associations scientifiques, notamment l'Institut de droit international et la Société française de droit international.

Professeur invité aux universités de Tunis, Alger, New York, Thessalonique et Paris.

Distinctions

Prix national de la culture du Maroc.

Médaille de la culture du Yémen.

Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur (France).

Publications

Ouvrages

Le consentement à l'ingérence militaire dans les conflits internes (Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1974).

Le droit international relatif aux matières premières (Académie de droit international, La Haye, 1982).

Le droit international du développement (Éditions Berger Levrault, Paris, 1983).

La spécificité du Maghreb arabe (Casablanca, Fondation du Roi Abdul-Aziz, 1990).

Articles

«Le Maghreb entre le mythe et la réalité», *Intégration*, 1974, No 1.

«Les fonds marins entre l'héritage commun et la querelle des héritiers», *Revue iranienne des relations internationales*, 1975, No 5.

«Le Sahara occidental devant la Cour internationale de Justice», *Revue juridique, politique et économique du Maroc* (RJPEM), 1976, No 1.

«Le nouvel ordre économique international et la doctrine juridique», *RJPEM*, 1977, No 2.

«Le Maroc et le droit de la mer», *RJPEM*, 1979, No 6.

«Les droits d'exploitation des ressources minérales des océans», *Revue générale de droit international public*, 1980, No 1.

«L'admission d'un nouveau membre à l'Organisation de l'unité africaine», *Annuaire français de droit international*, 1980.

«La limite extérieure du plateau continental et la gestion des ressources pour l'humanité», in : *La gestion des ressources pour l'humanité – le droit de la mer* (Éditions Martinus Nijhoff, La Haye, 1982).

«Réalité et imaginaire en droit international du développement», in : *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* (mélanges offerts à Charles Chaumont) (Pédone, Paris, 1984).

«Le caractère pluridimensionnel du nouveau droit de la mer», in : *Traité du nouveau droit de la mer*, publié sous la direction de René-Jean Dupuy et D. Vignes (éditions Economica, Paris, 1985).

«La zone économique exclusive marocaine», in : *Le parlement et la pratique législative au Maroc* (éditions Toubkal, Casablanca, 1985).

«L'Islam et les relations internationales», in : *Renouveau des études sur l'Islam et le monde arabe* (Casablanca, Fondation du Roi Abdul-Aziz, 1987).

«La délimitation des espaces maritimes en Méditerranée», in : *Le droit de la mer* (mélanges à la mémoire de J. Carroz) (FAO, Rome, 1987).

«La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant», *Annuaire français du droit international*, 1989.

«La création d'une juridiction pénale internationale et la souveraineté des États», *Annuaire français de droit international*, 1990.

«Quelle sécurité pour quelle Méditerranée?», in : *La Méditerranée en question – conflits et interdépendances* (Paris, CNRS, 1991).

«International law and development», in : *International law: achievements and prospects*, publié sous la direction de M. Bedjaoui (éditions Martinus Nijhoff, UNESCO, 1991).

«L'après-guerre froide et les nouveaux enjeux des relations internationales», in : *Les Nations Unies* (publications de l'Académie du Royaume du Maroc, Casablanca, 1991).

«La dimension géopolitique du Maroc méditerranéen», in : *Le Maroc méditerranéen* (éditions Le Fennec, Casablanca, 1992).

«L'obligation juridique dans le monde de l'après-guerre froide», *Annuaire français de droit international*, 1993.

«Le règlement des différends peut-il limiter le droit de se faire justice à soi-même?», *Journal européen de droit international*, vol. 5, No 1, 1994.

«Islam et droits de l'homme – le cas des pays arabes». Contribution au colloque de Princeton : «Universalising from particulars: Islam and Human Rights», mai 1995.

«Droit international et diversité culturelle», in : *Le droit international à l'aube du XXI^e siècle : réflexions du codificateur* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.97.V.4).

David Anthony Hunt (Australie)

Date et lieu de naissance : 15 février 1935, Sydney, Australie.

Formation : Université de Queensland, Australie : Bachelor of Arts, 1956; Bachelor of Laws, 1958.

Carrière professionnelle

- | | |
|------|---|
| 1958 | Avocat (barrister). |
| 1975 | Queen's Counsel. |
| 1976 | Conseiller principal auprès du juge Nagle chargé d'une Commission royale d'enquête sur les prisons de la Nouvelle-Galles du Sud. |
| 1979 | Juge à la Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud. Il s'agit de la plus haute instance judiciaire en Nouvelle-Galles du Sud, où se tiennent régulièrement des procès complexes et très médiatisés tels que le procès d'un juge de la Haute Cour d'Australie accusé d'avoir tenté de fausser le cours de la justice (1986), le procès des importateurs d'une quantité record d'héroïne (1989) ou encore celui d'une personne accusée de crimes multiples (1996). |
| 1991 | Président du tribunal de <i>common law</i> à la Cour suprême de Nouvelle-Galles du Sud. En cette qualité, le juge a siégé presque à temps plein à la cour d'appel criminelle, généralement en tant que doyen, et assuré l'administration de la <i>common law</i> et des procédures pénales à la Cour suprême. La cour d'appel criminelle traite plus de 50 % des appels en matière pénale en Australie. |
| 1998 | Retraité de la Cour suprême, à l'âge de 63 ans. |

Activités en matière de réforme du droit et de politique judiciaire

Depuis 1992, le juge Hunt est membre, à temps partiel, de la Commission pour la réforme du droit de la Nouvelle-Galles du Sud. À ce titre, il a participé à l'élaboration de documents de travail et de rapports consacrés à certains aspects du droit pénal, y compris des propositions visant à réviser les justifications partielles du meurtre – telles que la provocation et la responsabilité atténuée, qui entraînent une requalification du délit en homicide involontaire – et le droit à garder le silence.

Depuis qu'il a pris sa retraite de la Cour suprême, en mars 1998, il se consacre, en tant que consultant auprès de la Commission judiciaire de la Nouvelle-Galles du Sud, à un projet de révision des instructions données aux jurés lors des affaires pénales.

Publications et documents de conférence

Criminal law – the Court of Criminal Appeal (1997) *The Judicial Review*, vol. 3, p. 115.

Further on the Evidence Act 1995. En cours de révision avant publication dans *The Judicial Review*.

De nombreux jugements rendus par le juge Hunt ont été publiés dans *Australian Criminal Reports* (une publication de LBC Information Services).

Le juge Hunt a souvent présenté des communications consacrées à différents aspects du droit pénal à des conférences de juges de la Cour suprême, du tribunal de district et des juridictions locales de Nouvelle-Galles du Sud.

Langue : anglais.

Situation de famille : marié (1959), trois fils.

Per-Johan Viktor Lindholm (Finlande)

Juge, membre de la Cour suprême, Helsinki.

Né le 7 juillet 1938.

Marié, un enfant.

Connaissance des langues : suédois, finlandais et anglais.

Formation

Master of Laws, Université d'Helsinki, Finlande, 1961.

Licentiate in Laws, Université d'Helsinki, Finlande, 1965.

Bourses de recherche à l'Université d'Uppsala, Suède, 1965-1966, et à la Law School de l'Université de Chicago, États-Unis, 1966-1967.

Carrière professionnelle

Rédacteur, *Finlands lag* (recueil des lois de la Finlande), 1961-1963.

Université d'Helsinki, faculté de droit : assistant, 1963-1967 et maître de conférences par intérim, 1967-1970.

Ministère de la justice : conseiller en législation (responsable de la rédaction de la législation pénale et procédurale), 1970-1972, et Directeur des affaires législatives, 1972-1979.

Juge à la City Court, à Helsinki, 1973-1976 (en situation de mise en disponibilité), et juge à la cour d'appel de Turku, 1976-1979 (en situation de mise en disponibilité).

Nombreuses activités, aux plans national et international, dans le domaine du droit pénal et procédural :

- Membre du Conseil de l'Association des avocats pénalistes finlandais (Kriminalistföreningen), 1969-1984.
- Membre de la délégation finlandaise à la Conférence diplomatique sur la répression de la capture illicite d'aéronefs, 1970.
- Membre de la délégation finlandaise à la Conférence diplomatique sur la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, 1971.
- Président du Conseil de l'Association de probation (Kriminalvårdsföreningen), Finlande, 1973-1975, Vice-Président, 1972.
- Membre de la délégation finlandaise au cinquième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, 1975.
- Membre de la Fondation internationale pénale et pénitentiaire (FIPP), depuis 1975.
- Expert au Comité nordique du droit pénal, depuis 1988.
- Membre du Comité directeur du Comité européen pour les problèmes criminels, Conseil de l'Europe, 1990-1994.
- Membre du Conseil de Lawyers for Human Rights, 1993-1998.
- Président de l'Association des juristes finlandais (Juridiska Föreningen i Finland), 1996, membre du Conseil, 1974-1995.

Fonctions actuelles

Juge à la Cour suprême depuis 1979.

Postes de confiance

Président et membre de nombreux comités de rédaction et associations spécialisés dans les questions juridiques.

Publications

Articles publiés dans différents périodiques sur des questions juridiques, essentiellement dans le domaine du droit pénal et procédural. Rédacteur du recueil des lois de la Finlande *Finlands lag*, 1961-1974.

Húgo Aníbal Llanos Mansilla (Chili)

Date de naissance : 24 novembre 1933.

État civil : marié, quatre enfants.

Domicile : El Galeón 6859, Las Condes.

Nom du conjoint : María Antonia Mardones Andrade.

Nationalité du conjoint : chilienne.

Profession du conjoint : avocat.

Langues

Maîtrise de l'anglais et du français.

Formation

Diplôme d'avocat, 1956, Université du Chili.

Master en droit international, 1963, Université de Harvard, États-Unis

Postes internationaux

1978-1990	Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques de la Commission permanente du Pacifique Sud.
1990-1994	Secrétaire général de la Commission permanente du Pacifique Sud.
1990-1993	Directeur exécutif du Comité pour la pêche dans le Pacifique, établi en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Postes d'enseignement au Chili

1963-1967	Enseignant chercheur à la faculté de droit de l'Université catholique du Chili.
Depuis 1967	Professeur titulaire de la chaire de droit international public à la faculté de droit de l'Université catholique du Chili.
1972-1977	Professeur titulaire de la chaire de droit international public à la faculté de droit de l'Université du Chili.
1976	Professeur titulaire de la chaire «Système interaméricain» du Cours des hautes études diplomatiques de l'Académie diplomatique «Andrés Bello».
1976-1977	Professeur titulaire de la chaire «Organisations internationales» à l'Académie diplomatique du Chili.
1983	Professeur, programme de maîtrise en droit, option droit international, à la faculté de droit de l'Université du Chili.
Depuis 1991	Directeur des services de promotion de la faculté de droit de l'Université catholique du Chili.
1993-1995	Directeur de recherche à la faculté de droit de l'Université catholique du Chili.

Enseignement à l'étranger

1974	Professeur titulaire de la chaire des droits de l'homme auprès des facultés de droit des Universités nationales de Buenos Aires et de Lomas de Zamora.
1974	Professeur au premier cours de droit international du Comité juridique interaméricain, Rio de Janeiro.
1981	Cours de droit international, Académie diplomatique du Ministère des relations extérieures du Pérou, novembre 1981, Lima.
1982-1985	Professeur de droit international public, Escuela de Ciencias internacionales, Université centrale, cours de doctorat, Quito.
1997	Professeur titulaire de la chaire binationale Chili-Argentine de droit international public «Jean-Paul II», Córdoba, Argentine.

Fonctions administratives universitaires

1970-1971	Coordonnateur du Département de droit international et comparé de la faculté de droit de l'Université catholique du Chili.
1971-1973	Secrétaire académique de la faculté de droit de l'Université catholique du Chili.
1973-1977	Vice-doyen de la faculté de droit de l'Université catholique du Chili.
1972-1975	Représentant de la faculté de droit de l'Université du Chili à l'Instituto de Docencia e Investigaciones Jurídicas (Institut de formation et de recherche juridiques).
1974-1976	Représentant des facultés de droit des Universités du Chili auprès de la maison d'édition Editorial Jurídica.
Depuis 1994	Vice-Président de la Société chilienne de droit international.
Depuis 1993	Membre du Conseil de la faculté de droit de l'Université catholique du Chili.
Depuis 1995	Membre du Comité d'édition de <i>Revista Universitaria</i> de l'Université catholique du Chili.

Fonctions actuelles

Depuis 1993	Directeur des services de promotion de la faculté de droit de l'Université catholique du Chili.
Depuis 1997	Directeur du Département de droit international de la faculté de droit de l'Université catholique du Chili.

Publications

Ouvrages

Teoría y Práctica del Derecho Internacional Público – 3 volumes : vol. I : *Fuentes del Derecho Internacional*, 1977. Vol. II : *El Estado como sujeto de Derecho Internacional*, 1980. Vol. III : *La persona humana como sujeto de Derecho Internacional*, 1983. Editorial Jurídica de Chile, 1 714 pages. 2e édition, t. I, 1990.

Textos Básicos del Derecho Internacional Público. Deux tomes. Instituto de Estudios Internacionales, 1976. 231 pages.

La Inmunidad de Jurisdicción y de Ejecución de los Estados que Realizan Actividades Comerciales, con Especial Referencia a Chile. Un tome. Instituto de Estudios Internacionales, 1975. 63 pages.

Participation à des ouvrages collectifs

Panorama Histórico de las Relaciones Internacionales entre los Estados Unidos y América Latina in Antecedentes, Balance y Perspectivas del Sistema Interamericano, Santiago du Chili. Edición Universitaria, 1978, p. 56 à 86.

Articles

Los tratados en Chile, *Revista Chilena del Derecho*, février-décembre, p. 183 à 195 (1977).

El estado de beligerancia ante el derecho internacional. *Revista de Legislación y Documentación en Derecho y Ciencias Sociales*, No 6 (1979) (Santiago, Chili).

The national institutional infrastructure and its interaction with the international organizations: *The Working Papers of Pacem in Maribus XI*. Mexico, 26-29 octobre, 1982. International Ocean Institute, La Valette, Malte, p. 1 à 7.

Las organizaciones internacionales como sujetos de derecho internacional. *Anuario Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional*, No 8 (1987), p. 97 à 129 (Madrid).

Los 50 años de las Naciones Unidas, *Revista Universitaria de la Pontificia Universidad Católica de Chile*, No 49 (1995), p. 43 à 46.

La costumbre ante la Corte Internacional de Justicia. *Anuario Argentino de Derecho Internacional*. Número hors série. *Libro Homenaje a la Asociación Argentina de Derecho Internacional* (Córdoba, 1996), p. 33 à 54.

El Derecho Internacional y los Derechos Humanos de la Mujer : *Estudios 1995*. Sociedad Chilena de Derecho Internacional. Santiago, 1996, p. 73 à 102.

Cumplimiento en Chile de las decisiones del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas. *Revista Chilena de Derecho*. Número monographique : *Aplicación del Derecho Internacional en Chile*. Vol. 23, Nos 2 et 3 (mai-août 1996), p. 309 à 340.

Aplicación del Derecho Internacional en Chile. Jurisprudencia. *Revista Chilena de Derecho*. Número monographique, vol. 23, Nos 2 et 3, t. II (septembre-décembre 1996), p. 427 à 636.

El derecho internacional y los derechos humanos de la mujer : *Hector Gros Espiell : Amicorum Liber. Persona Humana y Derecho Internacional*. Vol. I. Bruylant, Bruxelles, 1997, p. 683 à 710.

El Acuerdo de Complementación Económica Chile-Mercosur : naturaleza jurídica y su incorporación al derecho interno chileno. *Jus et Praxis* (Université de Talca), An 3, No 2 (1997), p. 11 à 47.

Las guerras y el derecho internacional. *Revista Universitaria*, No 59 (1998) p. 9 à 11.

El derecho de la integración en el ordenamiento jurídico interno: *Mercosul no cenário internacional. Direito e Sociedade. VII Encontro Internacional de Direito da América do Sul*, vol. I, Luiz Otávio Pimentel (organisateur). Curitiba, Jaruá Editora, 1998, p. 225 à 230.

Membre des institutions suivantes

Membre titulaire de l'Institut hispano-lusitano-américain de droit international.

Membre de l'Association de droit international.

Membre de l'Association argentine de droit international.

Vice-Président de la Société chilienne de droit international.

Membre de l'Association des diplômés de l'Université de Harvard.

Membre de la Société péruvienne de droit international.

Distinctions universitaires

Hôte du quatrième Cours régional sur l'intégration de l'Amérique latine, Buenos Aires, 1968. Instituto para la Integración de América Latina.

Invité en qualité de professeur de droit international au cours «Legal Teaching Education and Legal Research», Palo Alto, Californie et Washington D.C., États-Unis, 1969-1970, Université de Stanford, Californie.

Prix Andrés Bello du Conseil des recteurs de l'Université du Chili à la meilleure oeuvre de droit international, novembre 1981.

Invité en qualité de professeur de droit international à un séminaire sur le droit communautaire, octobre-décembre 1983, Communauté économique européenne, Bruxelles.

Invité en qualité de rapporteur du thème «La persona humana como sujeto de derecho internacional», au 14e Congrès de l'Institut hispano-lusitano-américain de droit international, tenu à San José, Costa Rica, du 1er au 18 mars 1985.

Invité en qualité de commentateur au Symposium international «Relaciones internacionales del Perú», organisé par le Centro Peruano de estudios internacionales, du 11 au 15 novembre 1985.

Élu Président du 18e Congrès hispano-lusitano-américain de droit international, Santiago, septembre 1994.

Invité en qualité de conférencier à la 7e Encontro Internacional de Direito da América do Sul, Florianopolis, Brésil, 5-9 mai 1998.

Décorations

Décoration du Gouvernement péruvien : Grand Officier de l'Ordre du mérite pour services éminents, septembre 1981.

Patrick Lipton Robinson (Jamaïque)

Date de naissance : 29 janvier 1944.
Fonctions actuelles : Conseiller juridique adjoint de la Couronne, Ministère de la justice (Jamaïque).

Études

1972 L.L.M. (King's College, University of London), maîtrise de droit international – droit des traités, droit de la guerre, droit aérien et droit spatial.
1970 Certificat, Académie de droit international de La Haye, recherche sur le droit des traités, stage pédagogique – Académie de La Haye.
1968 Avocat (Barrister at Law), Middle Temple (Royaume-Uni).
1964 Diplôme de l'enseignement supérieur, University of London/College of the West Indies : diplôme général en anglais, latin et économie.

Bourses

1971 Titulaire d'une bourse d'études (U. K. Commonwealth Scholarship) pour la préparation d'une maîtrise de droit international.
1970 Titulaire d'une bourse des Nations Unies pour l'étude du droit international à l'Académie de droit international de La Haye.

Fonctions exercées

Depuis 1986 Conseiller juridique adjoint de la Couronne, Ministère de la justice (Jamaïque).
Depuis 1982 Représentant à la session annuelle de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.
1982 Représentant à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.
1980 Membre du Groupe national jamaïcain, créé en application du Statut de la Cour internationale de Justice, chargé de proposer des candidatures pour l'élection de membres de la Cour.
1977-1986 Procureur général adjoint principal et Directeur de la Division du droit international du Ministère de la justice (Jamaïque).
1975-1977 Procureur général adjoint.
1973-1975 Conseiller de la Couronne, Ministère de la justice (Jamaïque).
1972-1973 Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères (Jamaïque).
1968-1971 Conseiller de la Couronne, Procureur de la République (Jamaïque).
1964-1966 Professeur diplômé d'anglais et responsable des sports, Kingston College (Jamaïque).

Appartenance à des organismes internationaux

1997	Président de la Réunion d'experts de la CNUCED sur les accords existant en matière d'investissement et leurs incidences sur le développement.
1996	Vice-Président de la Conférence spécialisée de l'Organisation des États américains sur la Convention interaméricaine contre la corruption.
1996-1998	Membre du Comité international de bioéthique de l'UNESCO.
1995	Nommé membre étranger de la Commission de la vérité et de la justice, créée à l'issue de consultations entre le Gouvernement haïtien, l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains, et chargée d'établir la vérité sur les plus graves violations des droits de l'homme commises sous le régime militaire de facto, de 1991 à 1994.
1991-1996	Membre de la Commission du droit international; membre du Groupe de travail de la Commission du droit international chargé de rédiger les statuts d'une cour pénale internationale; et membre du Groupe de travail sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international; membre du Comité de rédaction sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.
1987-1995	Membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.
1991-1995	Rapporteur de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour la rédaction d'un instrument juridique relatif au droit des peuples autochtones; a élaboré en 1995 un instrument juridique devant être soumis aux membres de l'Organisation des États américains et aux peuples autochtones.
1992-1995	Rapporteur de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour Haïti, les États-Unis d'Amérique, le Canada, la Grenade et Trinité-et-Tobago.
1991	Président de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.
1990-1991	Premier Vice-Président de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.
1986	Président de la Commission des Nations Unies sur les sociétés transnationales, à sa douzième session.
1981	Président de la Commission de vérification des pouvoirs de la Conférence de l'Organisation des États américains qui a adopté la Convention de Caracas en matière d'extradition.

Expérience professionnelle

Depuis 1972	Conseiller principal auprès du Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur et d'autres ministères pour les questions de droit international; et représentant de la Jamaïque aux négociations conventionnelles menées dans le cadre de l'ONU aux échelons multilatéral, régional et sous-régional. Conseiller du Procureur général pour les affaires concernant le droit constitutionnel, les relations professionnelles et autres affaires dont la Cour suprême, la Cour d'appel et le Conseil privé sont saisis. A représenté le ministère public dans la première affaire d'extradition
-------------	--

en Jamaïque et a représenté le Procureur général au niveau de la procédure d'*habeas corpus* dans presque toutes les affaires d'extradition dont la Cour suprême siégeant au complet a été saisie depuis 1962.

Chargé de :

- Formuler la position jamaïcaine concernant la négociation des traités relatifs aux investissements bilatéraux; aux délimitations maritimes; à la pêche; à la propriété intellectuelle (droit d'auteur, marques de fabrique, brevets); et à l'environnement, en particulier la pollution marine; à l'assistance et la coopération techniques; aux privilèges et immunités; et aux autres questions relatives au droit international.
- Formuler des recommandations concernant la ratification de ces traités par la Jamaïque.
- Formuler des recommandations concernant la négociation de ces instruments.

Conseiller juridique du Gouvernement jamaïcain pour les questions relatives au Marché commun des Caraïbes (CARICOM).

1991-1995 A représenté la Commission interaméricaine des droits de l'homme dans les affaires dont la Cour interaméricaine des droits de l'homme était saisie.

1996 Examineur extérieur pour un cours portant sur certaines questions de droit international à l'University of the West Indies (Université des Indes occidentales) (M. Sc. degree en sciences politiques).

Direction de délégations chargées de négociations conventionnelles

Depuis 1992	Chef de la délégation jamaïcaine chargée de négocier avec le Canada le Traité d'entraide judiciaire en matière pénale.
Depuis 1991	Chef de la délégation jamaïcaine qui a négocié le Traité de délimitation maritime avec la Colombie et Cuba, et négocie actuellement un traité analogue avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (à propos des îles Caïmanes) et le Nicaragua.
1992-1994	Chef de la délégation jamaïcaine qui a négocié un traité d'entraide judiciaire en matière pénale avec les États-Unis d'Amérique.
Depuis 1989	Chef de la délégation jamaïcaine qui a négocié des traités bilatéraux en matière d'investissement avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Pays-Bas, la Suisse, l'Italie, la France, l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, l'Argentine et la Chine, et qui négocie actuellement un traité analogue avec le Canada.
1982-1983	Chef de la délégation jamaïcaine qui a négocié avec les États-Unis d'Amérique le Traité de 1983 en matière d'extradition.

Expérience diplomatique et participation à des conférences

Représentant de la Jamaïque

1998 Négociations bilatérales avec les États-Unis d'Amérique sur certaines questions relatives à la fabrication illicite et au trafic d'armes à feu.

1997	Réunion d'experts de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (OEA) sur un règlement type concernant les armes à feu.
1997	Comité CARICOM-États-Unis d'Amérique sur la justice et la sécurité.
1997	Deuxième session de la Commission de la CNUCED sur l'investissement, la technologie et les questions financières connexes.
1997	Négociations sous l'égide de l'OEA pour une Convention interaméricaine contre la fabrication illicite et le trafic d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes, et autres mesures appropriées.
1997	Réunion d'experts de la CNUCED sur les accords existants en matière d'investissement et leurs incidences sur le développement.
1997	Réunion spéciale du Comité de l'OEA sur les affaires juridiques et politiques concernant l'évaluation et l'amélioration du système interaméricain des droits de l'homme. Sommet Caraïbes-États-Unis et réunion préparatoire au Sommet. Négociations avec les États-Unis d'Amérique en vue d'un accord relatif à la coopération pour la répression du trafic illicite des drogues par voie maritime.
1996	Conférence spécialisée, tenue à Caracas, pour l'adoption du projet de Convention interaméricaine contre la corruption.
Depuis 1972	Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies.
Depuis 1972	Négociations pour la création de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et réunions concernant les travaux de cette entité.
1994	Négociations pour la création de l'Association des États des Caraïbes orientales.
1991-1993	Groupe de travail de l'Organisation des États américains chargé de la rédaction de la Convention interaméricaine d'entraide juridique en matière pénale.
1986	Réunion des ministres de la justice des États du Commonwealth, tenue au Zimbabwe.
1986	Groupe de travail de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur le nouvel ordre économique international.
1985	Réunion régionale pour l'Amérique latine concernant le Code de conduite pour les sociétés transnationales, tenue à Buenos Aires.
1983-1986	Session spéciale de la Commission des sociétés transnationales en vue de la rédaction d'un code de conduite pour les sociétés transnationales.
1983	Session annuelle de la CNUDCI. Groupe de travail des Nations Unies chargé de rédiger la Convention internationale sur les droits des travailleurs migrants.
1983	Réunions des ministres de la justice des États du Commonwealth, tenues au Sri Lanka.
1982	Réunion du CARICOM chargée de formuler des directives à l'intention des États membres pour l'élaboration de traités bilatéraux en matière de protection des investissements.

1981	Conférence de l'OEA pour l'adoption de la Convention de Caracas sur l'extradition.
1977	Négociations concernant la Déclaration internationale sur l'apartheid dans les sports.
1979	Conférence de l'Association américaine des juristes, tenue à Kingston.
1978 et 1980	Comité de l'ONU créé en application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
1975	Conférence tenue à Panama portant création du Système économique latino-américain (SELA).
1974-1982	Toutes les sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Représentant de la Jamaïque au deuxième Comité (limites de la juridiction nationale).
1974	Réunion du Groupe des 77 sur le droit de la mer, tenue à Nairobi.
1973	Réunion du Comité du fond des mers de l'Organisation des Nations-Unies (Genève).

Participation à titre personnel

1997	Réunion d'un groupe ad hoc des Nations Unies sur les mesures économiques en tant que moyen de coercition politique et économique à l'encontre des pays en développement.
1995-1996	Atelier du Groupe d'experts du PNUE sur le droit international de l'environnement en vue du développement durable.
1993	Atelier parrainé par le PNUE et la BID sur les conventions et législations sur l'environnement en Amérique latine, tenu à Mexico.
1992	Colloque sur une cour pénale internationale ou autre juridiction, parrainé par l'Institut supérieur international des sciences criminelles.
1991	Atelier sur les droits des peuples autochtones, organisé à Mexico sous l'égide de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.
1989	En tant que membre du Comité consultatif du projet sur les traités de l'Institut juridique des Caraïbes pour l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO).
1987	En tant que membre du Groupe de travail d'experts du droit de l'environnement du PNUE – évaluation d'impact sur l'environnement.
1986	Table ronde de Montreux sur le Code de conduite des Nations Unies pour les sociétés transnationales.
1959	Représentant de la Jamaïque au Forum mondial de la jeunesse organisé par le New York Mirror.

Services de consultant juridique

1997	Auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, pour services consultatifs et examen de l'instrument juridique sur les droits des autochtones.
------	---

1997	Après de la CNUCED, pour services consultatifs et examen d'un document sur les traités bilatéraux d'investissement du milieu des années 90.
1990	Après du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales – auteur d'un document sur l'élaboration de directives à l'intention de l'Organisation des États des Caraïbes orientales pour la négociation de traités bilatéraux en matière d'investissement.
1988	Après du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, afin de fournir une assistance juridique au Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis pour la délimitation de ses frontières maritimes avec Antigua-et-Barbuda.
1987	Mission de conseil juridique pour le compte du Secrétariat du Commonwealth auprès du Gouvernement des Îles Salomon pour la délimitation de ses frontières maritimes avec Vanuatu.
1985-1988	Après de la Société jamaïcaine nationale d'exportation.
1985	Après du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales – auteur du document exposant la position des pays en développement sur la question du droit international dans l'élaboration d'un code de conduite pour les sociétés transnationales.

Conférences et séminaires

1997	Présentation d'un exposé à la Conférence-débat sur les critères d'évaluation des avantages pour le développement des accords d'investissement, lors de la deuxième session de la Commission de la CNUCED sur l'investissement, la technologie et autres questions financières connexes.
1994	Présentation d'un exposé au Séminaire de l'Association de l'ordre des avocats jamaïcains : nouveaux éléments de la loi d'extradition de 1991 [de la Jamaïque] et autres questions relatives à l'extradition.
1993	Présentation d'un exposé à l'École supérieure des études internationales de Genève. Le droit de la mer et certaines questions concernant les Caraïbes.
1991	Présentation d'un exposé sur les travaux de la Commission interaméricaine des droits de l'homme : • À l'Université Saint-Thomas, à Miami (États-Unis d'Amérique); • Devant la Commission africaine des droits de l'homme, en Gambie.
1990	En tant qu'animateur d'un séminaire sur les traités, organisé par le Caribbean Law Institute, a présenté un exposé sur la négociation, la formulation et l'entrée en vigueur des traités.
1988	Animateur d'un séminaire sur les traités bilatéraux de protection des investissements dans les Caraïbes, organisé à la Trinité-et-Tobago par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales.
1985	Animateur d'un séminaire sur l'établissement des rapports à présenter en application des conventions relatives au droit de la mer, organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) à la Barbade à l'intention des diplomates et juristes des Caraïbes.

- 1984 Animateur d'un séminaire sur le droit de la mer, organisé par le Secrétariat du Commonwealth à la Jamaïque à l'intention des responsables de la pêche dans les Caraïbes.
- 1983 Animateur d'un séminaire organisé par le Secrétariat du Commonwealth à la Trinité-et-Tobago, à l'intention des jeunes diplomates des Caraïbes.
- 1982 Présentation d'un exposé sur les principales questions relatives aux droits de la mer, lors d'un séminaire organisé par la Jamaican Geological Society et la Jamaican Society of Scientists and Technologists.

Travaux de recherche et publications

- 1998 Communication intitulée «The definition of investment in regional and multilateral investment treaties and their implications for development» présentée à la Réunion d'experts de la CNUCED sur les traités régionaux et multilatéraux en matière d'investissement et leurs incidences sur le développement.
- 1997 Communication intitulée «Protection of human rights in the democratic reality in the hemisphere: Problems and challenges» destinée à un symposium (sous les auspices de la Commission interaméricaine des droits de l'homme) sur la structure du système interaméricain de promotion et de protection des droits de l'homme : évaluation et défis.
- 1993 «Treaty negotiation, drafting, ratification and accession by CARI-COM States», *West Indian Law Journal*, vol. 18, No 2.
- 1992 «The Inter-American human rights system», *West Indian Law Journal*, vol. 17, mai 1992.
- 1990 Document intitulé «Negotiation and drafting of treaties from the perspective of developing countries», établi sous les auspices du Caribbean Law Institute.
- Directives à l'intention de l'Organisation des États des Caraïbes lors des négociations relatives aux traités bilatéraux en matière d'investissement, établies pour le compte du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales.
- 1989 Article intitulé «The agreement establishing the multilateral investment guarantee». «Some legal issues», *West Indian Law Journal*, vol. 11, octobre 1987.
- Article intitulé «The law of the sea in Caribbean perspectives» dans *International law and organization* (1989) publié sous la direction de B. G. Ramcharan et L. B. Francis.
- 1986 «International cooperation for the control of drug abuse in the Americas legal regime», exposé présenté au Symposium sur la réforme juridique parrainé par l'Organisation panaméricaine de la santé et le Jamaica National Council on Drug Abuse and Prevention and Control Project, à Kingston (mai 1986).
- 1985 «The question of a reference to international law in the United Nations Draft Code of Conduct for Transnational Corporations», document établi à l'intention du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et publié par celui-ci en juillet 1986 en tant que premier numéro d'une série d'études (UNCTC Current Studies, série A, vol. 1) visant à favoriser une meilleure connaissance des

- sociétés transnationales, de leurs activités et de leur impact économique, juridique, politique et social; ultérieurement présenté à la huitième Conférence du Commonwealth sur le droit et publié dans le *West Indian Law Journal*, vol. 10, octobre 1986, sous le titre «The fear of, and insistence on, a reference to international law in the United Nations Code of Conduct on Transnational Corporations».
- «The June 1985 reconvened special session on the Code of Conduct for Transnational Corporations», article publié dans le *CTC Reporter*, No 20, automne 1985.
- 1984 «The Commonwealth scheme for the rendition of fugitive offenders : A critical appraisal of some essential elements», *International and comparative law quarterly*, vol. 33, partie 3, juillet 1984; présenté sous une forme modifiée à la huitième Conférence du Commonwealth sur le droit (1986).
- 1983 «Common ownership and development of extraterritorial (maritime) resources of the region», lu à la sixième Conférence de l'American Association of Jurists, *West Indian Law Journal*, vol. 10, mai 1986.
- 1982 «Main issues before the Law of the Sea Conference», *Journal of the Geological Society of Jamaica* (décembre 1982).
- 1980 «The group of landlocked and geographically disadvantaged States at the Third United Nations Conference of the Law of the Sea», exposé non publié présenté à une réunion de responsables du droit de la mer des pays du Marché commun des Caraïbes.
- 1978 «Jamaican case law and need for reform», *West Indian Law Journal*, mai 1978.
- 1973 «The effects of the existing law of the sea on the development of the Caribbean region and the Gulf of Mexico», document présenté à la Conférence Pacem in Maribus de Kingston en collaboration avec Ken Rattray et Allan Kirton, et publié dans *Pacem in Maribus IV – 1973 Caribbean Study Project Working Papers*.
- 1970 Compte rendu de recherches sur l'article 62 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, «*Clausula rebus sic stantibus*: Fundamental Change of Circumstances», fait à l'Académie de droit international de La Haye grâce à une bourse d'études des Nations Unies.
- 1970 «No case to answer in a criminal case: incidence and degree of proof», article non publié.

Affiliation à des organismes professionnels

Membre de l'Institut britannique du droit international et du droit comparé.

Membre de la Société américaine du droit international.

Distinction honorifique

1986	Fait Commandeur de l'Ordre du mérite (<i>Order of Distinction</i>) par le Gouvernement jamaïcain pour services rendus dans le domaine du droit international.
------	---

Luis Valencia Rodriguez (Équateur)

Né à Quito, le 5 mars 1926.

Marié à Cleopatra Moreno. Cinq enfants.

Études et titres universitaires

Études supérieures à la faculté de droit de l'Université centrale de l'Équateur, Quito.

Licence de sciences publiques et sociales, Université centrale de l'Équateur.

Avocat auprès des tribunaux de la République et docteur en droit, Université centrale, Quito, avril 1951.

Cinquième cours destiné aux conseillers juridiques d'administration, à Londres, 1968-1969.

Langues étrangères

Anglais, français, portugais, russe.

Principales fonctions aux affaires étrangères

Au Ministère des affaires étrangères (Quito)

Entré sur concours au Service extérieur le 4 septembre 1944. Fonctions administratives diverses au sein du Ministère, 1944-1949.

Troisième Secrétaire, 1949-1951.

Deuxième Secrétaire, 1951-1952.

Chef de la Section politique, 1951.

Premier Secrétaire, conseiller civil de la Commission chargée d'établir le tracé des frontières avec le Pérou, 1952-1953.

Conseiller, 1952-1953.

Directeur du Département des frontières, 1952.

Directeur du Département de l'OEA, 1955.

Chargé du Bureau de conseil technico-juridique, 1957.

Sous-Secrétaire aux affaires diplomatiques et politiques, 9-16 mars 1964.

Conseiller technico-juridique du Ministère des affaires étrangères à quatre reprises : 1964-1965; 1966-1969; 1980-1981; 1992-1994.

Chargé du Sous-Secrétariat général des affaires étrangères, juillet 1965.

Nommé Ambassadeur, 1965.

Sous-Secrétaire général des affaires étrangères, août-décembre 1965.

Ministre par intérim des affaires étrangères – à plusieurs reprises entre juillet et décembre 1965.

Ministre des affaires étrangères, du 14 décembre 1965 au 31 mars 1966; du 4 novembre au 9 août 1984.

Conseiller à la souveraineté nationale, Chancellerie, 1981.

Conseiller spécial du Directeur de la Division de l'analyse du Ministère des affaires étrangères, 1991-1992.

À l'étranger

Conseiller de l'ambassade de l'Équateur à Buenos Aires, 1957-1959.

Conseiller puis Ministre à la Mission permanente auprès de l'Organisation des Nations Unies, 1959-1964.

Ambassadeur de l'Équateur en Bolivie, 1969-1971; au Brésil, 1971-1974; au Pérou, 1974-1978; au Venezuela, 1978-1979; en Argentine, 1989-1991; Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, depuis juillet 1994.

Principales fonctions de représentant officiel

Secrétaire du Comité consultatif des affaires étrangères, 1953.

Délégué national à la Commission permanente du Pacifique Sud, 1956.

Conseiller de la délégation équatorienne auprès du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, 1960-1961.

Représentant auprès du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 1960.

Représentant suppléant aux quatorzième (1959); quinzième (1960), seizième (1961) et dix-septième (1962) sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Chef de la délégation équatorienne aux dix-huitième (1963) et vingt et unième (1966) sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Chef de la délégation équatorienne à la huitième réunion de la Commission permanente du Pacifique Sud, Viña del Mar, 1964.

Représentant à la cinquième réunion du Conseil interaméricain de jurisconsultes, San Salvador, 1965.

Membre de la Commission de recrutement du personnel du Service extérieur de la République, 1965.

Délégué à la quatrième Conférence extraordinaire sur la conservation et l'exploitation des richesses maritimes du Pacifique Sud.

Membre de la Commission juridico-politique du Ministère des affaires étrangères, 1966.

Délégué à la Réunion de consultation des ministres des affaires étrangères des républiques américaines, Buenos Aires et Washington, 1967.

Membre de la suite présidentielle à la Réunion des présidents d'Amérique, Punta del Este, 1967.

Représentant auprès du Conseil administratif du Centre international d'études supérieures de journalisme pour l'Amérique latine (CIESPAL), 1968.

Membre de la délégation équatorienne à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne, 1969.

Chef de la délégation équatorienne à la Conférence spécialisée sur l'application de la science et de la technologie au développement en Amérique latine, Brasilia.

Membre de la délégation équatorienne aux cérémonies commémorant le cent cinquantième anniversaire des batailles de Junín et d'Ayacucho et de la convocation du Congrès amphictyonique de Panama, Lima, 1974.

Chef de la délégation équatorienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, de la deuxième à la dixième session, 1974-1981.

Membre du Comité de rédaction et des organes subsidiaires de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1981.

Chef de la délégation équatorienne à la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1975.

Délégué de l'Équateur à la Réunion d'experts juridiques de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Vienne, 1979.

Chef de la délégation équatorienne aux onzième, douzième et treizième sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), 1981, 1982 et 1983.

Chef de la délégation équatorienne à la trente-septième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1982.

Chef de la délégation équatorienne à la Réunion ministérielle de coordination latino-américaine préparatoire à la CNUCED VI, Cartagène, 1983.

Président de la Première Commission, quarante-neuvième session de l'Assemblée générale, 1994.

Membre de la délégation équatorienne chargée de négocier avec le Pérou les «impasses» subsistant dans le problème territorial équatoriano-péruvien, 1996.

Autres fonctions

Rédacteur au journal *El Día* de Quito, 1949-1952. Secrétaire général du Comité d'entreprise de ce même journal, 1951-1952.

Rédacteur de programmes d'information sur les questions internationales à la station de radio de la Maison de la culture équatorienne, 1952-1953.

Fonctionnaire de la Division de l'édition et de la traduction du Bureau international du Travail, Genève, 1953-1955.

Professeur d'histoire de l'Équateur au collège «La Salle», Quito, 1953-1957.

Professeur à l'École des sciences internationales de l'Université centrale de l'Équateur, Quito, 1964-1969; 1984-1986; 1992-1994.

Rapporteur de la Première Commission de la Conférence mondiale de la paix par le droit, Belgrade, 1971.

Professeur de droit public international à la faculté de droit de l'Université centrale de l'Équateur, Quito, 1992-1994.

Membre, à titre personnel, du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, Nations Unies, 1970-1986; 1992-2000. Président du Comité de 1972 à 1974; de 1984 à 1986; et de 1992 à 1994.

Observateur des élections à la Grenade représentant l'OEA, décembre 1984.

Président de l'Association des fonctionnaires et employés du Service extérieur équatorien, 1980.

Conseiller juridique de la représentation à Quito de la Société andine de développement, 1985-1986.

Conseiller juridique de la Société andine de développement, Caracas, 1986-1988.

Expert indépendant auprès de la Commission des droits de l'homme pour l'établissement d'un rapport sur la propriété individuelle et collective, 1991.

Publications

Cooperación internacional en procedimientos judiciales (Coopération internationale en matière de procédures judiciaires), 1968.

Fundamentos y propósitos de las Naciones Unidas (Fondements et buts de l'Organisation des Nations Unies), 1970.

Principios de las Naciones Unidas (Principes des Nations Unies), 1972.

Protección de los derechos humanos (Protection des droits de l'homme), 1992 : prix unique décerné au titre du concours international organisé sous l'égide du Centre pour la paix mondiale par le droit.

Los derechos humanos de los trabajadores migrantes (Droits de l'homme des travailleurs migrants), 1975.

El Ecuador y las doscientas millas (L'Équateur et la zone des 200 milles), 1977.

Cumplimiento del artículo 6 de la Convención Internacional sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Racial (Application de l'article 6 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale), 1977.

Análisis de la posición jurídica ecuatoriana en las doscientas millas (Analyse de la position juridique équatorienne sur la question des 200 milles), 1980.

Primera parte del décimo período de sesiones de la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar (Première partie de la dixième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer), 1981.

Recursos del Mar (Ressources marines), 1981.

Visión del Ecuador (Vision de l'Équateur), 1982.

Entre la luz y el crepúsculo (Entre lumière et crépuscule), contes, 1986.

Conflicto territorial ecuatoriano-peruano (Conflit territorial entre l'Équateur et le Pérou), 1988.

Arreglo de controversias según el derecho del mar (Règlement des différends conformément au droit de la mer), 1989.

El Desván de los Recuerdos (Le grenier des souvenirs), contes, 1994.

Diverses études juridiques et littéraires. A donné des conférences et participé à des séminaires et des tables rondes sur des questions internationales.

Décorations et distinctions honorifiques

Distinction «Bien de la Patria» accordée par l'Assemblée nationale constituante équatorienne en novembre 1966.

Grand-croix de l'ordre national du Mérite, Équateur.

Grand-croix et médaille d'or à titre exceptionnel de l'ordre national de San Lorenzo, Équateur.

Grand-croix de l'ordre national du Mérite, Italie.

Grand-croix de l'ordre «Cóndor de los Andes», Bolivie.

Grand-croix de l'ordre «Cruzeiro do Sul», Brésil.

Grand-croix de l'ordre «Rubén Darío», Nicaragua.

Décoration «Francisco de Miranda, Primera Clase», Venezuela.

Grand-croix de l'ordre de «Boyocá», Colombie.

Grand-croix de l'ordre du «Libertador San Martín», Argentine.

Grand-croix de l'ordre «Rio Branco», Brésil.

Grand-croix de l'ordre du «Libertador», Venezuela.

Grand-croix de l'«Orden del Sol», Pérou.

Grand-croix de l'ordre du Mérite du service diplomatique Gwanghwa, Corée.

Grand-croix de l'ordre «José Matías Delgado», El Salvador.

Grand-croix de l'ordre de Duarte, Sánchez y Mella, République dominicaine.

Grand-croix de l'ordre «Ponche Verde» du Río Grande Do Sul, Brésil.

Grand-croix de l'«Orden de Mayo», Argentine.

Jan Skupiński (Pologne)

Professeur de droit, chef du Département de droit pénal de l'Institut d'études juridiques de l'Académie polonaise des sciences depuis 1975.

Avocat à Varsovie depuis 1992; dirige son propre cabinet d'avocat.

Titulaire du titre scientifique de «professeur de sciences juridiques», M. Skupiński possède les qualifications requises pour être nommé aux plus hautes charges judiciaires en Pologne (Cour suprême, Tribunal constitutionnel).

Domaines d'activité : règles de fond du droit pénal, procédure pénale, droit comparé, droit international, droits de l'homme.

Auteur d'environ 150 publications, parues en Pologne et à l'étranger.

Principales publications (en polonais) : *Code polonais type des infractions mineures* (1974); *La politique pénale en Pologne* (directeur de recueil) (1990); *L'interdiction de la torture et d'autres traitements inhumains* (1991); *Le sursis en droit polonais : analyse comparée* (1992); *Les normes internationales de justice pénale et le droit pénal polonais, présent et futur* (directeur de recueil) (1995).

Né en 1938.

1954-1958	Étudiant à la faculté de droit de l'Université de Varsovie.
1958	Maîtrise de droit.
1958-1962	Étudiant de doctorat à l'Institut d'études juridiques de l'Académie polonaise des sciences.
1962-1974	Maître-assistant à l'Institut d'études juridiques.
1963	Doctorat en droit.
1974	Agrégation de droit.
Depuis 1975	Professeur et chef du Département de droit pénal de l'Institut d'études juridiques.
1976-1987	Rédacteur en chef adjoint de <i>Studia Prawnicze</i> (Études juridiques), publication trimestrielle de l'Académie polonaise des sciences.
1977	Maîtrise de droit de Columbia University (New York).
1979/80	Institut Max Planck de droit pénal étranger et international (Fribourg) – bourse de recherche de quatre mois.
1978-1983	Université de Lublin, professeur de droit pénal et de politique pénale.
1983-1994	Rédacteur en chef de la «Bibliographie juridique polonaise» (Annuaire de l'Académie polonaise des sciences).
1983-1987	Président de l'Association scientifique polonaise de droit pénal.
1984-1988	Institut des problèmes de criminalité (Varsovie) – chef du Département de droit pénal.
1984/85	Université de Cologne (bourse de recherche de huit mois).
1987-1995	Rédacteur en chef de <i>Studia Prawnicze</i> .
1988/89	Institut Max Planck de droit pénal étranger et international (Fribourg) – bourse de recherche de six mois.
Depuis 1989	Membre de la Commission de réforme du droit pénal polonais (Ministère de la justice).

1990/91	Professeur invité à l'Université de Hambourg.
1992	Obtient le titre de professeur de sciences juridiques.
Depuis 1992	Avocat dirigeant son propre cabinet à Varsovie.

Waldo Bandara Srinihal Wadugodapitiya (Sri Lanka)**Profession**

Avocat.

Avoué (Attorney-at-Law) auprès du Tribunal suprême de Sri Lanka.

Situation actuelle

Juge au Tribunal suprême de Sri Lanka (instance d'appel la plus haute à Sri Lanka).

Adresse professionnelle

Supreme Court of Sri Lanka, Superior Courts Complex, Colombo 12, Sri Lanka.

Adresse personnelle

No 10, Esther Avenue, Park Road, Colombo 5, Sri Lanka.

Date de naissance

13 décembre 1937, Sri Lanka.

Connaissances linguistiques

	<i>Parlé</i>	<i>Lu</i>	<i>Écrit</i>
Anglais	Excellent	Excellent	Excellent
Singalais	Langue maternelle		
Français	Bon		

Situation de famille

Marié.

Nom du conjoint

Mme Chandrika Jayanthi Wadugodapitiya.

Formation

Études secondaires au Royal College, Colombo 7, Sri Lanka, de 1949 à 1957.

Licence de droit. Université de Ceylon, Peradeniya. Matières : droit criminel, droit international, droit constitutionnel et jurisprudence. De 1958 à 1961.

Maîtrise de droit. Matières : droit constitutionnel et droit administratif, Université de Colombo, Sri Lanka. De 1984 à 1986. Thèse : «Some suggestions for statutory intervention in the sphere of administrative law of Sri Lanka».

Formation professionnelle

Examen de fin d'études : admission au barreau. Ceylon Law College, Colombo, août 1962.

Qualifications professionnelles

Appelé au barreau comme avocat auprès du Tribunal suprême de Ceylon (appellation actuelle, «Attorney-at-Law») après une période d'apprentissage de six mois.

Autres activités de formation

Palais des Nations (Genève), attaché auprès du Bureau des affaires juridiques, participation à un séminaire sur le droit international et participation à la vingt-quatrième session de la Commission du droit international dans le cadre d'une bourse de perfectionnement de l'UNITAR en droit international. Juin 1972.

À Washington, D. C., Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) : participation, au Département juridique de la Banque, à un stage de formation pratique portant sur différents aspects de la négociation des crédits, juin-août 1972.

À New York, au Secrétariat de l'ONU, participation à un stage de formation pratique au Bureau des affaires juridiques, août-septembre 1972.

Stage de formation en droit civil – patronné par la Asia Foundation, tenu au Center for Trial and Appellate Advocacy, Hastings College of Law, Université de Californie, San Francisco, juillet 1982.

Stage de formation en matière pénale – patronné également par la Asia Foundation, United States Attorney General's Advocacy Institute, United States Department of Justice, Washington, D. C., août 1982.

Participation à un stage de cinq conférences-débats sur les «Évolutions récentes en droit administratif du Commonwealth» dirigé par la faculté de droit de l'Université de Colombo dans le cadre de son programme de vulgarisation. Août-septembre 1985. Les débats ont porté sur les sujets suivants : exclusion statutaire de révision judiciaire; justice naturelle et équité de la procédure; degrés d'invalidité de l'action administrative; qualité pour agir; et erreur du droit au vu des documents.

Participation à un stage comprenant cinq conférences-débats sur «Droit de la preuve et son application aux procédures pénales»; dirigé par la faculté de droit de l'Université de Colombo, au titre de son programme de vulgarisation, février 1986. Les débats ont porté sur les sujets suivants : admissibilité de preuves illégalement obtenues; recueil des aveux dans les cas pénaux; privilèges contre auto-incrimination; la charge de la preuve; et preuve du système.

Participation à une série de conférences sur «Diplomatie professionnelle, procédure diplomatique et institutions» faites par M. Vernon L. B. Mendis, représentant de l'UNESCO en Égypte et au Soudan, mars-avril 1988.

Principales qualifications

Après avoir exercé au barreau pendant 27 ans, j'ai été nommé juge au Tribunal suprême de Sri Lanka, poste que j'occupe depuis 1991.

Après mon inscription au barreau le 10 avril 1963, j'ai exercé le métier d'avocat pendant une courte période à titre privé, puis suis entré au Département du Procureur général en tant que Conseiller de la Couronne, le 7 juillet 1966. Au cours de 24 ans et demi de service ininterrompu dans ce Département, en tant que fonctionnaire de l'ordre judiciaire et fonctionnaire permanent au service de mon gouvernement, j'ai progressé dans la hiérarchie du Département, passant successivement du poste de Conseiller de la couronne à ceux de Conseiller d'État principal, de Solicitor général adjoint et de Solicitor général supplétif puis à celui de Solicitor général de Sri Lanka.

Après avoir exercé comme avocat pendant plus de 25 ans, j'ai été promu Conseiller du Président, poste auquel j'ai été nommé par S. E. le Président de Sri Lanka, le 16 mars 1989.

Le 13 mai 1989, j'ai été nommé par S. E. le Président de Sri Lanka Commissaire auprès de la prestigieuse Commission juridique de Sri Lanka.

Carrière professionnelle

Depuis le 10 janvier 1991 : juge au Tribunal suprême de Sri Lanka.

Nommé le 10 janvier 1991 par S. E. le Président de Sri Lanka, j'occupe ce poste depuis plus de six ans.

Aux termes de l'article 118 de la Constitution de Sri Lanka, le Tribunal suprême de la République sri-lankaise est l'instance juridique la plus élevée de la République. Il exerce sa juridiction dans les domaines suivants : recours en dernière instance dans tous les cas pénaux y compris dans les requêtes d'ordonnances; problèmes constitutionnels, notamment interprétation de la Constitution et constitutionnalité des projets de loi soumis au Parlement; droits fondamentaux; pétitions en matière électorale; violations de privilèges du Parlement, et juridiction consultative.

Le Tribunal suprême de Sri Lanka est composé de 11 juges; je suis le sixième par ordre d'ancienneté.

Depuis novembre 1996, je suis en outre membre du Comité de direction de l'Institut des juges sri-lankais, qui a pour tâche de former les membres des juridictions de premier degré du pays.

J'ai occupé les postes suivants : Conseiller d'État, Conseiller d'État principal, puis Solicitor général adjoint, Solicitor général supplétif et Solicitor général de Sri Lanka au Département du Procureur général de Sri Lanka.

De février 1989 à janvier 1991 : Nommé le 15 février 1989 Solicitor général de Sri Lanka et le 16 mars 1989 Conseiller du Président. Un Conseiller du Président est à Sri Lanka l'équivalent d'un Queen's Counsel (Q.C.) au Royaume-Uni.

En tant que Solicitor général du Bureau du Procureur général, j'étais l'un des deux Officiers juridiques de la République de Sri Lanka, immédiatement en dessous du Procureur général et de son adjoint dans la hiérarchie. En outre, j'ai dirigé la Division civile du département, après avoir été à la tête de la Division criminelle. J'avais, entre autres, pour responsabilités de répartir et superviser les travaux des hauts fonctionnaires du département, de préparer des rapports et des avis et de donner des conseils juridiques, notamment à l'intention du Président et de tous les ministères et départements du Gouvernement sur des questions constitutionnelles, sur l'interprétation et l'application des lois, règles et réglementations, etc., et, en outre, de rédiger des documents juridiques et d'intervenir au Tribunal.

En juin 1989, en avril 1990 et septembre 1990, j'ai été nommé Procureur général par intérim. En avril 1989, j'ai été nommé membre du Comité de développement du Ministère de la justice et des affaires parlementaires, comité chargé de formuler un ordre du jour général et un plan économique dans le cadre du Plan d'action global du Gouvernement.

En mai 1989, j'ai été nommé Commissionnaire à la Commission juridique de Sri Lanka par S. E. le Président de Sri Lanka. Cette institution, créée par la loi No 3 de 1969, vise essentiellement à mettre au point et à revoir systématiquement le système juridique de Sri Lanka, en particulier sur le plan de la codification et de la modernisation des textes juridiques.

De 1982 à 1988, j'ai exercé les fonctions de Solicitor général supplétif à la tête de la Division criminelle du Département du Procureur général.

Principales activités menées pendant cette période :

- Janvier 1984. Organisateur de la Conférence des procureurs généraux (Asie et région du Pacifique).
- Septembre 1984. Directeur du Centre de recherche des officiers juridiques (Asie, Pacifique et région de l'océan Indien).
- Décembre 1985. Solicitor général par intérim dans le Département du Procureur général.
- Août 1986. Présentateur d'éléments de preuve devant la Commission présidentielle d'enquête sur la violation du Kantalai Tank Bund, catastrophe nationale survenue le 20 avril 1986.
- Septembre 1988. Consultant juridique dans un groupe technique de la Banque asiatique de développement chargé de conseiller le Gouvernement du Bhoutan sur le renforcement institutionnel du Ministère du budget et de la comptabilité nationale.
- Février 1981 et octobre 1987. Commissaire par intérim chargé des affaires de corruption.
- De 1979 à 1981. Solicitor général supplétif par intérim.
- De 1977 à 1978. Solicitor général adjoint par intérim, puis Solicitor général adjoint.
- De 1966 à 1976. Conseiller de la Couronne par intérim, puis Conseiller de la Couronne, puis Conseiller d'État principal. Recruté au départ comme Procureur d'État pour les affaires criminelles, représentant le Procureur général de Sri Lanka, ensuite en tant que Conseiller principal attaché à la Division civile du Département, et finalement promu Solicitor général adjoint.

Activités internationales

Juillet 1988. J'ai représenté le Gouvernement sri-lankais aux négociations finales, à New York, concernant un prêt de 10 millions de dollars accordé au Gouvernement sri-lankais au titre de son programme d'abris pour les personnes à faible revenu. Ayant participé aux négociations finales à New York, j'ai rendu un avis juridique lors de la conclusion de ces négociations.

Mai 1982. Membre de la délégation sri-lankaise à la vingt-deuxième session du Comité consultatif juridique Asie-Afrique, tenue à Colombo. Délégué de Sri Lanka auprès du Comité sur le droit commercial et du Comité sur l'aide réciproque en matière juridique.

Juillet 1980. Conseiller juridique de la délégation sri-lankaise dans ses négociations avec le Gouvernement de Maurice en vue de la rédaction d'un accord bilatéral sur le transport aérien.

Mai 1974. Conseiller juridique auprès de la délégation sri-lankaise dans ses négociations avec le Gouvernement autrichien en vue de la rédaction d'un accord bilatéral sur le transport aérien.

Septembre 1972. Conseiller juridique auprès de la délégation sri-lankaise à la vingt-septième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Par ailleurs, j'ai pris part aux délibérations des Troisième, Quatrième et Sixième Commissions et ai participé en tant qu'observateur aux réunions du Conseil de sécurité.

Autres nominations importantes

9 novembre 1989. Membre d'un Sous-Comité présidentiel chargé d'étudier la question de la délivrance de passeports et d'autorisations de résidence à des non-Sri-Lankais et de mettre au point un régime de résident hôte destiné à des non-Sri-Lankais.

Janvier 1990. Membre du Comité permanent chargé de l'application du régime ci-dessus mentionné.

25 septembre 1990. Membre de l'une des commissions chargée au titre de la loi sur les enquêtes d'enquêter et de faire rapport sur certaines allégations concernant le Sri Lanka, contenues dans un livre de Victor Ostrovsky, ancien agent du Mossad. Déplacements à Ottawa et à Washington, D. C., afin de conduire des entretiens dans le cadre de cette enquête.

Publications

Some suggestions for statutory intervention in the sphere of administrative law of Sri Lanka.

Manuel de procédure, établissant un ensemble complet de procédures et directives destiné à aider les gouvernements des pays du tiers monde à négocier les accords extérieurs de prêts et les accords d'assistance technique avec la Banque mondiale.

Peter H. Wilkitzki (Allemagne)

Né le 4 juillet 1942 à Fürth (Bavière).

Marié, quatre enfants.

Études et activités professionnelles (liste non exhaustive)

1965	Premier examen d'État en droit.
1969	Deuxième examen d'État en droit.
1965-1970	Travaux de recherche à l'Institut de droit pénal de l'Université d'Erlangen-Nuremberg.
1970-1973	Juge et procureur auprès du tribunal de Nuremberg (instance régionale supérieure).
Depuis 1973	Ministère fédéral de la justice.
1973-1978	Membre de section responsable du droit pénal et de la réforme du Code pénal, notamment de l'étude des questions pénales en droit international public.
1978-1984	Membre de section et responsable adjoint de section – droit pénal international.
1984	Responsable de la section chargée du droit pénal pour mineurs.
1984-1996	Responsable de la section chargée du droit pénal international, responsable notamment de : • La coopération en matière de droit pénal (rédaction des instruments juridiques internes et internationaux et examen de cas individuels); • La coopération avec les tribunaux internationaux, y compris l'élaboration et l'examen par le Parlement allemand de la loi sur la coopération avec le Tribunal international de La Haye pour l'ex-Yougoslavie; • La liaison entre le Gouvernement fédéral et le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, y compris la représentation de la République fédérale d'Allemagne dans les affaires examinées par le Tribunal (affaire <i>Tadić</i>).
Depuis 1996	Responsable de la Sous-Division A de la Division du droit pénal.

Principales activités auprès des organisations internationales (liste non exhaustive)

Conseil de l'Europe

Depuis 1985	Représentant de l'Allemagne au Comité de la législation pénale (Comité directeur pour les problèmes liés à la criminalité et nombreux sous-comités).
-------------	--

1989-1992	Président du Sous-Comité sur l'application des conventions en matière pénale.
1989-1993	Membre et, depuis 1991, Président du Conseil du Comité directeur pour les problèmes liés à la criminalité.

Association internationale de droit pénal

Depuis 1989	Membre du Conseil exécutif du Groupe national allemand de l'Association.
Depuis 1994	Vice-Secrétaire général de l'Association (organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies, s'occupant notamment des questions en rapport avec le droit pénal international et la création de cours criminelles internationales).

Organisation des Nations Unies

Membre de la délégation allemande à la Conférence diplomatique convoquée pour rédiger la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (Vienne, 1988).

Participation aux Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, 1990 et Le Caire, 1995).

Participation et collaboration (conférences, publications, etc.) à de nombreuses autres conférences consacrées au droit pénal international (par exemple à l'Institut international des hautes études en criminologie de Syracuse).

Principales publications

Kommentar zum deutschen Gesetz über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen (en collaboration avec Vogler), première édition, 1992.

International Criminal Law (en collaboration avec Bassiouni), deuxième édition révisée (à paraître).

Auteur des rapports de l'Allemagne pour les congrès suivants de l'Association internationale de droit pénal :

- Quatorzième Congrès international de droit pénal (Vienne, 1989). Thème : Criminalité internationale et droit pénal interne. La version anglaise du rapport a été publiée dans la *Revue internationale de droit pénal*, 60 (1989), p. 263.
- Quinzième Congrès international de droit pénal (Rio de Janeiro, 1994). Thème : La régionalisation du droit pénal international. La version anglaise du rapport a été publiée dans la *Revue internationale de droit pénal*, 65 (1994), p. 289.